



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-api@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG
ET DÉPENDANCES**

FOURNITURE D'ARTICLES DE QUINCAILLERIE ET
DE PETITS MATÉRIELS ÉLECTRIQUES

ACCORD CADRE

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIÈRES**

JUILLET 2025

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE

	Page
ARTICLE 1. – Caractéristiques du marché	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Type de marché	4
1.3. Pouvoir adjudicateur	4
1.4. Terminologie.....	4
1.5. Missions du titulaire.....	4
1.6. Allotissement – Maximums contractuels	4
ARTICLE 2. – Durée du marché.....	5
2.1. Début des prestations.....	5
2.2. Durée du marché et reconductions.....	5
ARTICLE 3. – Pièces constitutives du marché.....	5
3.1. Ordre de priorité.....	5
3.2. Pièces à remettre au titulaire	6
ARTICLE 4. – Lieu d'exécution des prestations.....	6
ARTICLE 5. – Prix et règlement des comptes.....	6
5.1. Forme et contenu du prix	6
5.2. Variation du prix.....	7
5.2.1. Mois d'établissement du prix	7
5.2.2. Lots n° 1 et n° 2.....	7
5.2.3. Lots n° 3 et n° 4.....	7
5.3. Avance	8
5.4. Règlement des comptes	8
5.5. Délai de paiement	8
5.6. Comptable assignataire chargé du paiement.....	8
ARTICLE 6. – Conditions d'exécution du marché.....	9
6.1. Commandes	9
6.1.1. Forme des commandes	9
6.1.2. Périodicité et contenu des commandes.....	9
6.1.3. Devis.....	9
6.1.4. Dérogation au principe d'exclusivité	9
6.1.5. Livraisons	10
6.1.6. Disponibilité des produits – Délais d'exécution.....	10
6.2. Livraison - Conditionnement	10
6.3. Opérations de vérification	11

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ARTICLE 7. – Garantie des fournitures	11
ARTICLE 8. – Obligations du titulaire.....	11
8.1. Connaissance du dossier	11
8.2. Délégation de pouvoir	11
8.3. Hygiène et sécurité	11
8.4. Accès des intervenants	11
8.5. Accès des véhicules.....	13
8.6. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité.....	13
8.7. Utilisation de la langue française.....	14
ARTICLE 9. – Pénalités	14
9.1. Pénalités de retard	14
9.2. Pénalités pour infractions diverses	14
ARTICLE 10. – Responsabilités - Assurances.....	15
ARTICLE 11. – Résiliation – exécution aux frais et risques.....	15
ARTICLE 12. – Convention sur la preuve	15
ARTICLE 13. – Contentieux.....	15
ARTICLE 14. – Dérogations au CCAG-FCS	16

ARTICLE 1. – CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'articles de quincaillerie générale, de quincaillerie sanitaire et d'équipements sanitaires, de petits équipements électriques et d'ampoules électriques au Palais du Luxembourg et dans ses dépendances (Paris VI^e).

1.2. Type de marché

Le marché est un marché de fournitures, passé en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 (1^o) et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Chacun des lots mentionnés à l'article 1.6 constitue un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande, régi par les articles R. 2162-2, second alinéa, à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.3. Pouvoir adjudicateur

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

1.4. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes prestataire(s), entreprise(s) ou entrepreneur(s) seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le(s) titulaire(s) de l'accord-cadre.

1.5. Missions du titulaire

Le titulaire exécute le marché conformément aux conditions de l'accord-cadre et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, à la réglementation nationale et locale.

1.6. Allotissement – Maximums contractuels

Le marché comporte quatre lots. Le tableau suivant présente les lots et, pour chacun, la valeur maximale des fournitures susceptibles d'être commandées pendant la durée totale d'exécution de l'accord-cadre, reconductions comprises.

	Intitulés	Montants maximums en euros hors taxes
Lot n° 1	fourniture d'articles de quincaillerie générale	300 000
Lot n° 2	fourniture d'articles de quincaillerie sanitaire et d'équipements sanitaires	170 000
Lot n° 3	fourniture de petits équipements électriques	304 000
Lot n° 4	fourniture d'ampoules électriques	150 000

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Dès lors que ce montant serait atteint ou sur le point de l'être, l'accord-cadre serait résilié à effet immédiat, sans indemnité pour son titulaire.

ARTICLE 2. – DURÉE DU MARCHÉ

2.1. Début des prestations

Par dérogation à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), l'exécution du présent marché débute le 1^{er} janvier 2026 ou, si elle est plus tardive, à la date de sa notification.

2.2. Durée du marché et reconductions

Le marché est conclu jusqu'au 31 décembre 2026 et peut être reconduit tacitement, pour une durée d'un an. Le nombre maximum de reconduction est de trois, soit une durée totale maximale allant jusqu'au 31 décembre 2029.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, au moins trois mois avant la date de fin du marché. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

Dans le cas où le marché s'achèverait sans qu'un nouveau titulaire ait été désigné, ou si l'exécution du nouveau marché ne pouvait débiter à la date anniversaire, le titulaire serait tenu de poursuivre l'exécution du marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourrait excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent le marché et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- **l'acte d'engagement (AE)** de chaque lot ;
- **le bordereau de prix unitaires (BPU)** de chaque lot ;
- le présent **cahier des clauses particulières (CCP)** ;
- le **cahier des clauses administratives générales** des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- **l'offre technique** du titulaire, notamment ses réponses au cahier des réponses attendues (CRA) ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

- les **catalogues** du titulaire et leurs tarifs publics ;
- les **échantillons** et les **fiches techniques** fournis à l'appui de l'offre.

3.2. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises (DCE) sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

ARTICLE 4. – LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les fournitures sont livrées dans les locaux du Sénat, selon les indications du bon de commande, à Paris VI^e arrondissement.

ARTICLE 5. – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1. Forme et contenu du prix

Le prix des prestations est calculé par application aux quantités exécutées des prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaires.

Les prix sont libellés en euros.

Le prix est réputé comprendre tous les frais et charges mentionnés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Pour la fourniture des petits équipements et des ampoules électriques des lots n° 3 et n° 4, **le montant de l'éco-contribution pour le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est indiquée dans la colonne *ad hoc* des BPU.**

Les fournitures entrant dans l'objet du marché et ne figurant pas au bordereau de prix unitaires sont payées sur la base des prix publics en vigueur pratiqués par le titulaire, après application du taux minimum de remise figurant dans l'acte d'engagement ou d'un taux supérieur si le titulaire le propose.

Ce taux de remise tient compte de l'ensemble des frais et de la marge bénéficiaire du titulaire. Le prix résultant de l'application du taux de remise au prix public est le prix de vente au Sénat.

Les prix publics du titulaire sont ceux indiqués dans les catalogues joints à l'offre du titulaire ou transmis par lui à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cours d'exécution du marché. Il appartient au titulaire de transmettre à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins les versions mises à jour de ces catalogues ; à défaut, le Sénat se réserve la faculté de commander et de payer les fournitures au prix résultant des tarifs indiqués dans le dernier catalogue transmis.

Pour toutes fournitures ne figurant ni au bordereau de prix unitaires, ni dans aucun catalogue transmis par le titulaire, le Sénat se réserve le droit :

1° De passer une commande directe auprès du fournisseur de son choix ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

2° D'en passer commande auprès du titulaire et de les lui payer sur la base des déboursés réels d'achat (hors transport et hors TVA) effectués par celui-ci pour se les procurer, étant précisé que ces déboursés seront alors attestés par une facture présentée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins et sur laquelle un coefficient multiplicateur maximum indiqué dans l'acte d'engagement et ne pouvant excéder 1,2 sera appliqué pour déterminer le prix de vente au Sénat ;

3° Ou, s'il s'agit de produits habituellement commercialisés par le titulaire, de constater par tout moyen les prix publics pratiqués par celui-ci, de lui passer commande et de lui rémunérer ces fournitures sur la base de leur prix public, après application du taux de remise mentionné ci-dessus.

Le Sénat pourra bénéficier des opérations promotionnelles (rabais et remise) des titulaires dans les mêmes conditions que celles accordées à leurs clients, sous réserve de garantir la même qualité de produits.

5.2. Variation du prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont révisables à chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre, dans les conditions fixées ci-après.

5.2.1. Mois d'établissement du prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres initiales, telle qu'indiquée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé mois zéro.

5.2.2. Lots n° 1 et n° 2

La révision des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$C = T_n/T_0$ dans laquelle :

T_0 : valeur au mois zéro de l'indice mensuel des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.7 – Coutellerie, outillage et quincaillerie (identifiant INSEE 010763910) ;

T_n : dernière valeur connue de cet indice au premier jour du mois précédant la révision (1^{er} décembre), y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

5.2.3. Lots n° 3 et n° 4

La révision des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$C = T_n/T_0$ dans laquelle :

T_0 : valeur au mois zéro de l'indice mensuel Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 27.90 – Autres matériels électriques (identifiant INSEE 010765006) ;

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

T_n : dernière valeur connue de cet indice au premier jour du mois précédant la révision (1^{er} décembre), y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision des prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin envoyer au Sénat sa proposition de bordereau de prix unitaires révisés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cours du mois précédant la date de révision. À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

5.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-16 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

5.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-FCS, sous réserve des précisions ci-dessous.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement définitif après complète exécution.

Le titulaire adresse ses demandes de paiement sous forme électronique sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat. Les modalités de dépôt des factures sont présentées à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>. La transmission d'une demande de paiement par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la demande.

Les demandes de paiement comprennent les mentions prévues au CCAG-FCS.

Le titulaire joint à chacune de ses demandes de paiement :

- la copie du bon de commande et, le cas échéant, du devis correspondants ;
- tous documents justificatifs le cas échéant (factures de fournisseurs, etc.).

5.5. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

5.6. Comptable assignataire chargé du paiement

Le comptable assignataire chargé du paiement des sommes dues pour l'exécution des prestations du présent marché est le Trésorier du Sénat (15, rue de Vaugirard - 75291 Paris CEDEX 6).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1. Commandes

6.1.1. *Forme des commandes*

Les commandes sont passées électroniquement à partir du site internet de chaque titulaire ou par courriel. Ces commandes font office de bons de commande au sens de l'article R. 2162-13 du code de la commande publique.

6.1.2. *Périodicité et contenu des commandes*

Les commandes sont passées en fonction des besoins du Sénat. Le marché ne comporte pas de minimum de commande en quantité ou en montant.

6.1.3. *Devis*

Les commandes peuvent, ponctuellement, être précédées d'une demande de devis. Sur chaque devis, le fournisseur doit indiquer, le cas échéant, le numéro figurant au BPU de chaque article demandé.

Les demandes de devis sont établies par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou par ses représentants et transmises par courriel. Le titulaire transmet à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins son devis dans un délai maximum de 15 jours calendaires après la réception de la demande.

6.1.4. *Dérogation au principe d'exclusivité*

Le Sénat se réserve le droit de passer une commande directe auprès du fournisseur de son choix pour des besoins occasionnels et pour un montant maximum annuel indiqué, pour chaque lot, dans le tableau ci-dessous :

	Intitulés	Montants en euros hors taxes
Lot n° 1	fourniture d'articles de quincaillerie générale	5 000
Lot n° 2	fourniture d'articles de quincaillerie sanitaire et d'équipements sanitaires	3 000
Lot n° 3	fourniture de petits équipements électriques	5 000
Lot n° 4	fourniture d'ampoules électriques	2 500

Sans préjudice des autres sanctions applicables, le Sénat se réserve également la faculté de faire appel à tout autre fournisseur dans le cas où le titulaire serait dans l'incapacité d'honorer une commande ou ne répondrait pas à une demande de devis dans les délais impartis.

En outre, les serrures de marques DENY SECURITY et SALTO sont exclues du champ du présent accord-cadre.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

6.1.5. Livraisons

Les fournitures sont livrées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Il s'agit généralement de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sis 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris (du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h).

Les livraisons effectuées à titre exceptionnel en dehors de ces plages horaires doivent avoir fait l'objet d'un accord préalable de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

6.1.6. Disponibilité des produits – Délais d'exécution

Tout au long de la durée du marché, le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des articles figurant au bordereau de prix unitaires.

Les délais d'exécution des prestations sont ceux auxquels le titulaire s'est engagé dans son offre, sans pouvoir excéder les délais suivants :

- s'agissant du lot n° 1 :
 - pour toute commande passée avant 16h00, ou pour toute commande passée à partir de 16h00 si le lendemain est chômé, la livraison doit avoir lieu le premier jour ouvré¹ suivant avant 12h00 ;
 - pour toute autre commande, la livraison doit avoir lieu au plus tard le deuxième jour ouvré suivant avant 12h00 ;
- s'agissant du lot n° 2, la livraison doit avoir lieu dans le délai de soixante-douze heures suivant la commande ou, si ce délai échoit un jour chômé, le lendemain de celui-ci avant 12h00 ;
- s'agissant des lots n°s 3 et 4, le délai de livraison ne pourra excéder 7 jours calendaires ou, en cas d'urgence, trois jours calendaires à compter de la commande.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, le délai de livraison court à partir de la date et de l'heure de transmission de la commande dans les formes prévues à l'article 6.1.1 du présent CCP.

6.2. Livraison - Conditionnement

Conformément à l'article 21.2. du CCAG-FCS, le titulaire remettra lors de chaque livraison, même partielle, un bon de livraison.

Le conditionnement des articles est obligatoire. Il doit avoir une résistance mécanique suffisante pour prévenir la détérioration des emballages lors du transport des fournitures.

¹ Du lundi et vendredi hors week-end et jours fériés.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

6.3. Opérations de vérification

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins procèdera aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives dans les conditions fixées aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS. Notamment, elle se réserve le droit de faire réaliser dans le laboratoire de son choix des essais de durée et / ou des contrôles des caractéristiques des fournitures qui lui seront livrées.

Les opérations de vérification sont conduites dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS. Par dérogation, l'article 28.1 du CCAG-FCS n'est pas applicable.

ARTICLE 7. – GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures achetées font l'objet d'une garantie d'un an, ou d'une durée plus longue si le titulaire s'y est engagé dans son offre.

ARTICLE 8. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Connaissance du dossier

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

8.2. Délégation de pouvoir

Le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'administration du Sénat. Cette personne, ou son représentant agréé, doit pouvoir, en vertu de la délégation reçue du titulaire, donner sur le champ les ordres nécessaires à la bonne exécution du marché.

8.3. Hygiène et sécurité

En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le titulaire, ou son représentant, prend toutes les dispositions utiles pour assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs ainsi que la sécurité publique.

En matière de sécurité des travailleurs et de sécurité publique, le titulaire est notamment tenu de disposer les matériels de protection adéquats autour de sa zone de livraison. Il procède également aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise ou charge de ces vérifications, sous sa responsabilité et à ses frais, une personne ou un organisme agréé.

8.4. Accès des intervenants

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire les accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès des prestataires au Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat, ainsi qu'au Jardin du Luxembourg, est conditionné à la détention d'un badge nominatif.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés¹ avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque titulaire. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès aux locaux du Sénat, qui forment un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central Sécurité (PCS) (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

¹ Pour l'application du présent article 8.4 et de l'article 8.5 ci-dessous, sont considérés comme ouvrés les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis non fériés.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

8.5. Accès des véhicules

Pour des raisons de sécurité, les demandes d'accès de véhicules doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au moins **trois jours ouvrés à l'avance**. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom, les date et lieu de naissance et la qualité des passagers, le motif de la demande (objet de la prestation), la durée de la prestation, la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Les dates, horaires et durées d'accès devront être validés par le Sénat.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, l'autorisation d'accès accordée à un véhicule et à son conducteur.

Les impératifs du Sénat peuvent conduire à reporter ou annuler l'accès d'un véhicule au dernier moment. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle prestation.

Les véhicules devront respecter l'itinéraire indiqué par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, jusqu'au site de livraison. En aucun cas le titulaire ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour l'exécution du marché. Il assurera en outre, le cas échéant, la reprise des emballages.

8.6. Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, etc.) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

8.7. Utilisation de la langue française

La langue utilisée pour l'exécution du marché (entretiens, échanges écrits) est exclusivement le français.

ARTICLE 9. – PÉNALITÉS

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

9.1. Pénalités de retard

Tout retard dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant maximal de 75 euros par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes de chaque bon de commande.

9.2. Pénalités pour infractions diverses

En cas de non-respect des prescriptions du présent marché, et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables :

Infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, <i>etc.</i>)	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-FCS	1 000 €
Manquement répété à l'obligation de résistance du conditionnement	100 €
Défaut de transmission du ou des catalogues fournisseur actualisé	100 €
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	300 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

ARTICLE 10. – RESPONSABILITÉS - ASSURANCES

Le titulaire est responsable des dommages causés aux biens ou aux personnes du fait de ses prestations. Il s'engage à souscrire une police d'assurance responsabilité civile couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun. Il devra justifier de cette souscription, au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché et en tout état de cause avant le début d'exécution des prestations, puis à la demande du Sénat.

En cas de dommages causés aux biens du Sénat, le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins décide si cette responsabilité s'exprime par réparation matérielle ou par dédommagement financier.

ARTICLE 11. – RÉSILIATION – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché du fait du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le prestataire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

ARTICLE 12. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 13. – CONTENTIEUX

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ARTICLE 14. – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant stipulations dérogatoires
13.1 (début du délai d'exécution)	2.1 (ordre de priorité)
4.1 (ordre de priorité)	3.1 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.2 (pièces à remettre au titulaire)
3.2.1 (Modalités de computation des délais d'exécution)	6.1 (Commandes)
28.1 (délai de vérification ; rejet)	6.3 (opérations de vérification)
5.3 (mesures de sécurité)	8.4 (accès des intervenants)
14 (pénalités)	9 (pénalités)
38 et 42 (résiliation)	11 (résiliation)